



-16-

Et la culture...

ALAIN HAYOT

Nous avons changé d'époque. La culture n'est pas « seulement » le lieu de pratique ou de fréquentation des arts et des spectacles, que l'on dit émancipatrices mais qui sont le plus souvent fermées au plus grand nombre. Elle est devenue un secteur économique à part entière, qui pèse environ 5,4 % de la valeur ajoutée et aux alentours de 80 milliards d'euros par an. Elle est aussi un « monde du travail » qui mobilise près d'un million de travailleurs, salariés exerçant des centaines de métiers et auteurs de toutes disciplines. La précarité y est beaucoup plus forte qu'ailleurs, comme en témoigne la crise récurrente de la protection-chômage de celles et ceux qu'on appelle les « intermittents » et qui constituent plus du quart des salariés du secteur. Quant aux auteurs, écrivains, musiciens, plasticiens, vidéastes..., à l'exception des quelques-uns qui ont la chance d'écrire des best-sellers ou des tubes, de collaborer aux blockbusters ou de pénétrer le « marché de l'art », ils sont quasiment dépourvus de protection sociale et vivent une précarité encore plus grande.

Depuis la Libération s'est construite pas à pas une politique culturelle exigeante et diversifiée. Du CNC au prix unique du livre, de la décentralisation dramatique à la création des conservatoires et à la généralisation de la lecture publique, la République a « inventé » une politique culturelle. Le territoire national s'est couvert de milliers d'équipements, petits et grands, grâce à l'effort de collectivités et d'élus parmi lesquelles les communistes ont été des acteurs majeurs. La Ve République a développé le travail amorcé par la IV^e, et Jack Lang a poursuivi le chantier d'André Malraux, grâce notamment aux lois de décentralisation. Certes les gouvernements précédents n'étaient pas à l'abri de la critique, et cette « démocratisation » manquait souvent de démocratie... Ils n'ont ni vraiment compris ni sérieu-

sement accompagné les mouvements en profondeur de la société française, l'irruption d'aspirations nouvelles, notamment chez les jeunes, la révolution du numérique, les nouvelles pratiques culturelles et sociétales. Les inégalités culturelles se sont considérablement aggravées. La crise du système est passée par là, et sa dimension culturelle n'a fait que s'approfondir.

Les trois quinquennats précédents avaient ouvert la voie. Celui qui vient de commencer confirme la déshérence. Le système Macron, car c'est bien un système, constitue une rupture sans précédent avec l'idée même de politique culturelle publique. L'état des lieux du ministère de la Culture en témoigne : aucune vision, aucune ambition, des équipes à l'abandon, une logique de rentabilité imposée insidieusement aux musées, aux établissements de création, et d'action culturelle, aux archives, même à l'archéologie préventive. Quand le spectacle vivant est invité à « mieux répondre aux attentes du public », que l'on pense régler les problèmes de « l'accès » des plus jeunes par le pass culture, ou la restauration du patrimoine par la loterie, le populisme n'est pas loin !

Malgré une tradition française d'intervention et de financements publics, le budget du ministère de la culture stagne depuis des décennies autour de 3 milliards, alors que les budgets culturels des collectivités territoriales atteignent désormais plus de 7 milliards d'euros. ». C'est plus de 80 % de la dépense globale qui reste à la charge des « consommateurs », étroitement assujettis aux « règles du marché ». Une augmentation de l'intervention publique de 5 milliards environ porterait celle-ci à 1 % du PIB et réarmerait les politiques publiques face à l'hégémonie croissante de l'industrie culturelle et à la financiarisation de son économie, notamment dans le champ de l'audiovisuel et des médias et du web, où la domination écrasante

des GAFAM se fait chaque jour plus pesante. Comme l'écrivait Luc Boltanski, « Le capitalisme ayant surtout dépendu dans un premier temps du développement de l'industrie, a dû se déplacer de façon à tirer le meilleur parti possible de la marchandisation d'autres objets, à mesure que les marges de profit tirées de l'exploitation du travail individuel dans les champs traditionnels tendent à diminuer ». Le champ culturel produit ces objets-là : L'histoire de ces cinquante dernières années témoigne de ce « conflit des conflits » entre les forces du capital soucieuses de pénétrer en force ce marché en construction et la résistance des citoyens, de leurs élus et même de certains de leurs gouvernements. Ce mouvement a été freiné, comme en témoignent les mémorables batailles des États Généraux de la Culture de Jack Ralite voici déjà plus de trente ans. Il a pu contenir un temps la déferlante et su inventer l' « exception culturelle » mais Il n'a pu être inversé.

Depuis la crise de 2008, on assiste à une réelle stagnation des budgets culturels publics, avec une tendance à la baisse qui ne fait que s'accroître dans les collectivités locales, tributaires de la baisse des dotations et des transferts non compensés par l'État, les budgets culturels jouant souvent le rôle de volant de régulation. La légère augmentation du budget du ministère de la Cul-

ture pour 2018 résulte uniquement d'un artifice, puisqu'elle a pour source l'amputation des crédits à l'audiovisuel public (financés par la redevance) réorientés vers le budget de l'État. 40 millions d'euros au moins, jusqu'à présent, ont ainsi été « transférés ». Ce n'est qu'un début : il s'agit de reprendre en main la radiotélévision publique, outil d'expression fondamental de l'hégémonie culturelle de la classe dominante à coups de réductions d'effectifs et d' « économies » tous azimuts : ainsi dès avant l'annonce de la « grande réforme » voulue par le pouvoir, on annonçait la suppression de 100 millions de crédits supplémentaires !

CONCLUSION

« Là où croit le péril croit aussi ce qui sauve », disait le poète Hölderlin. Un cycle s'achève. Le temps est venu, pour les communistes comme pour l'ensemble des forces de transformation de notre pays, de reconstruire. Trois chantiers majeurs s'imposent : celui de la création, celui de la démocratie culturelle et celui de la construction d'une mondialité culturelle . Il s'agit en effet de reposer résolument la question culturelle comme un enjeu majeur de la reconstruction d'un projet de société émancipateur, la page sur laquelle écrire le nouveau récit de l'émancipation. ★